



**PRÉFET
DE LA SEINE-ET-
MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°D77-16-12-2024

PUBLIÉ LE 16 DÉCEMBRE 2024

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

D77-2024-12-16-00001

Arrêté n° 2024-CAB-1686 du 16/12/2024
réglementant temporairement la distribution et
le transport par des particuliers des
combustibles domestiques et de produits
pétroliers dans des conteneurs individuels ainsi
que
l'acquisition et la détention d'artifices de
divertissement et d'articles pyrotechniques et
interdisant le port et le transport d'objets ayant
l'apparence d'armes à feu
dans le département de Seine-et-Marne
du vendredi 20 décembre 2024 à 17h00 au lundi
06 janvier 2025 à 08h00



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cabinet du Préfet

Arrêté n° 2024-CAB-1686 du 16/12/2024

réglementant temporairement la distribution et le transport par des particuliers des combustibles domestiques et de produits pétroliers dans des conteneurs individuels ainsi que l'acquisition et la détention d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques et interdisant le port et le transport d'objets ayant l'apparence d'armes à feu dans le département de Seine-et-Marne du vendredi 20 décembre 2024 à 17h00 au lundi 06 janvier 2025 à 08h00

VU le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2214-4, L.2215-1, L.2215-3 et L.2216-1 ;

VU le Code pénal, notamment ses articles 322-5 et 322-11-1 et R.610-5 ;

VU le Code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.122-1, L.122-2 et L.742-2 et R.311-1 ;

VU le Code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V du livre V ;

VU le décret n°99-240 du 24 mars 1999 relatif aux conditions de commercialisation de certains objets ayant l'apparence d'armes à feu ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

VU le décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

VU le décret n°2015-799 du 1^{er} juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

VU le décret n°2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n°55-385 du 3 avril 1955 ;

VU le décret du Président de la République en date du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°23/BC/179 en date du 21 décembre 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Étienne PETIT, sous-préfet, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Seine-et-Marne, secrétaire général adjoint de la préfecture ;

VU la circulaire INTD9800105C du 6 mai 1998 relative aux mesures visant à interdire le port et le transport de tous objets ayant l'apparence d'une arme à feu ;

CONSIDÉRANT qu'en application des articles L. 122-1 et L. 742-2 du Code de la sécurité intérieure et de l'article 11 du décret du 29 avril 2004 susvisé, le préfet de département a la charge de l'ordre public, notamment la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens ;

CONSIDÉRANT, à cet égard, l'utilisation par des individus isolés ou en réunion de produits incendiaires contre des biens, des véhicules, des containers poubelles, des bâtiments publics, envers les forces de l'ordre et notamment, en réponse à la lutte exercée par les forces de l'ordre contre les réseaux d'économies souterraines ;

CONSIDÉRANT que la projection, l'utilisation inconsidérée ou mal intentionnée de carburants ou combustibles, de certains artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de produits explosifs, de précurseurs d'explosifs, particulièrement sur la voie et les biens publics, et sur les lieux de rassemblements, sont de nature à entraîner des dangers, accidents, des nuisances et des atteintes graves aux personnes et aux biens ; qu'il est nécessaire de prévenir les dégradations diverses ainsi que les désordres et les mouvements de panique engendrés par la projection de ces éléments dans une foule ou sur les forces de l'ordre ; que dans ces circonstances, une mesure interdisant temporairement la détention et le transport d'armes ou d'objets pour constituer une arme par destination, l'achat, la vente, le port, le transport et l'utilisation des artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques, de produits explosifs et précurseurs d'explosifs les plus dangereux par des particuliers, dans le département de la Seine-et-Marne est de nature à préserver l'ordre public ; qu'une telle interdiction apparaît ainsi adaptée, nécessaire et proportionnée ;

CONSIDÉRANT que les risques de troubles graves à l'ordre public provoqués par la multiplication des usages détournés de certains artifices de divertissement, notamment à l'encontre des forces de l'ordre, des véhicules et des biens publics ;

CONSIDÉRANT que le département de Seine-et-Marne a fait l'objet de divers attaques aux tirs de mortiers, dont notamment le 30 décembre 2023 envers un équipage de la Police Nationale à Provins et le 16 juillet 2024 envers l'hôtel hébergeant la compagnie de Marche de la direction interdépartemental de la police nationale venue prêter main forte à Paris pour la période des Jeux Olympiques ; que par ailleurs, les 16 et 17 novembre 2024, ont été commises à Montereau-Fault-Yonne des dégradations volontaires en réunion avec usage de liquides inflammables sur des équipements municipaux ;

CONSIDÉRANT les risques de troubles à l'ordre et à la sécurité publics que représentent le port et le transport d'objets ayant l'apparence d'armes à feu ;

CONSIDÉRANT que, dans le contexte actuel de menace terroriste et de la sensibilité du public consécutive aux attentats survenus en France et à la situation internationale, les détonations à répétition sont de nature à entraîner des mouvements de panique ;

CONSIDÉRANT la nécessité de prévenir ces désordres par des mesures adaptées et limitées dans le temps en vue d'assurer la sécurité des personnes et des biens ;

CONSIDÉRANT en outre, la posture VIGIPIRATE de la période « été - automne 2024 » au niveau « urgence attentat », applicable à compter du 15 septembre 2024 sur l'ensemble du territoire national, et la prégnance de la menace terroriste qui mobilisent les forces de sécurité intérieure pour assurer la sécurisation générale de la région d'Île-de-France et que, dès lors, elles ne sauraient être distraites de cette mission prioritaire ;

CONSIDÉRANT qu'à l'occasion des fêtes de fin d'année, est recensé un nombre important d'incendies provoqués par des individus isolés ou en réunion contre des biens, en particulier des véhicules et des bâtiments publics ;

CONSIDÉRANT, à cet égard, l'utilisation par des individus isolés ou en réunion de produits incendiaires contre les forces de l'ordre et les services publics, notamment à l'occasion de la nuit de la Saint-Sylvestre ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'autorité de police compétente de prendre les mesures adaptées, nécessaires et proportionnées visant à garantir la sécurité des personnes et des biens et le bon déroulement des fêtes de fin d'année ; que les mesures édictées temporairement par le présent arrêté répondent à ces objectifs ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La distribution et le transport par des particuliers de combustibles domestiques, dont le gaz inflammable, et de produits pétroliers dans des conteneurs individuels est interdit du vendredi 20 décembre 2024 à 17h00 au lundi 06 janvier 2025 à 08h00.

ARTICLE 2 : En cas d'urgence, et pour répondre à un besoin justifié, il peut être dérogé aux dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté, sur autorisation des services de la police ou de la gendarmerie nationales délivrée lors des contrôles.

ARTICLE 3 : La cession, à titre onéreux ou non, des artifices de divertissement des catégories F2 à F4, ainsi que celle des articles pyrotechniques des catégories T2 et P2, sont interdites du vendredi 20 décembre 2024 à 17h00 au lundi 06 janvier 2025 à 08h00. Durant cette période, le port et le transport par des particuliers des artifices de divertissement des catégories F2 à F4 ainsi que des articles pyrotechniques des catégories T2 et P2 sont interdits.

ARTICLE 4 : Les personnes justifiant d'une utilisation des artifices de divertissement et articles pyrotechniques à des fins professionnelles titulaires du certificat de qualification prévu à l'article 6 du décret du 31 mai 2010 susvisé ou titulaires d'un certificat de formation ou d'une habilitation prévus à l'article R.557-6-13 du Code de l'environnement peuvent, à ces fins exclusivement, déroger aux dispositions de l'article 3.

ARTICLE 5 : Le port et le transport d'objets ayant l'apparence d'armes à feu sont interdits dans les lieux publics, notamment les voies publiques, les lieux de grands rassemblements de personnes, les transports publics et leurs abords, les parcs et jardins publics ou ouverts au public.

ARTICLE 6 : Des dérogations à l'article 5 du présent arrêté pourront être exceptionnellement accordées dans le cadre de spectacles, reconstitutions historiques et tournages de films dès lors qu'ils ont été préalablement déclarés auprès des services de police nationale ou de gendarmerie nationale territorialement compétents.

ARTICLE 7 : Toute violation de l'interdiction édictée à l'article 5 du présent arrêté sera punie d'une amende prévue pour les contraventions de 1^{re} classe.

ARTICLE 8 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans le département de la Seine-et-Marne.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

ARTICLE 10 : La présente décision peut être contestée selon les voies de recours et dans les délais mentionnés ci-dessous.

ARTICLE 11 – Le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, le directeur interdépartemental de la police nationale de Seine-et-Marne, la colonelle, commandant le groupement de gendarmerie départementale et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet
Pour le préfet et par délégation
Le sous-préfet chargé de missions
Secrétaire Général Adjoint
Directeur de Cabinet par suppléance



Etienne PETIT

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :

- un **recours gracieux** adressé à M. le Préfet de Seine-et-Marne, cabinet, bureau de la sécurité intérieure, 12 rue des Saints-Pères, 77010 Melun Cedex ;
- un **recours hiérarchique** adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris cedex 08 ;
- un **recours contentieux** adressé au tribunal administratif de Melun, 43 Rue du Général de Gaulle, 77000 Melun. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^e mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Aucun de ces recours ne suspend l'application de la présente décision.

Les recours doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de l'arrêté contesté.

En l'absence de réponse au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de mois à compter de la réception de votre recours par l'administration, votre demande devra être considérée comme rejetée (décision implicite de rejet).